

3 C.M.J.
Société Civile Immobilière
Au capital de 324 300,00 €
Siège social : 6 rue Pasteur
76440 FORGES LES EAUX

RCS DIEPPE 493 014 203

STATUTS

Certifié conforme.

le 1^{er} juillet 2023

C. Cap...

DOSSIER : SCI 3 C.M.J.
NUMERO DU DOSSIER :
NATURE : Statuts société civile
REFERENCES :
DATE : 29.10.1968
NOTAIRE : BM CLERC : FD

L'AN DEUX MILLE SIX

Le Vingt Huit Octobre

Maître Benoit MULLER, Notaire, associé d'une Société Civile Professionnelle, titulaire d'un Office notarial dont le siège social est à FORGES LES EAUX (Seine Maritime) et titulaire d'un bureau annexe à LA FEUILLIE, soussigné.

A RECU le présent acte authentique à la requête des parties ci-après identifiées, contenant : STATUTS d'une société civile.

ASSOCIES

1°) Monsieur Christian Gaston Bernard Marie Louis LEGRAIN, retraité, époux de Madame Catherine Simone Denise ROUZEE demeurant à BEAUBEC LA ROSIERE (Seine-Maritime) 3530 la Rosière.

Né à FERRIERES EN BRAY (Seine-Maritime) le 25 Janvier 1945.

Marié sous le régime de la communauté légale de biens réduite aux acquêts à défaut de contrat préalable à son union célébrée à la mairie de BEUZEVILLE (Eure) le 06 Juillet 1968.
Ledit régime non modifié.

De nationalité française.

Ayant la qualité de 'Résident' au sens de la réglementation fiscale.

2°) Madame Catherine Simone Denise ROUZEE, retraitée, épouse de Monsieur Christian Gaston Bernard Marie Louis LEGRAIN demeurant à BEAUBEC LA ROSIERE (Seine-Maritime) 3530 la Rosière.

Née à BEUZEVILLE (Eure) le 28 Juin 1949.

Mariée sous le régime de la communauté légale de biens réduite aux acquêts à défaut de contrat préalable à son union célébrée à la mairie de BEUZEVILLE (Eure) le 06 Juillet 1968.

SC CG

CL TG
CL

11

Ledit régime non modifié.

De nationalité française.

Ayant la qualité de 'Résident' au sens de la réglementation fiscale.

3°) Madame Caroline Christiane Simone LEGRAIN , infirmière,
épouse de Monsieur Thierry Jean GADENNE demeurant à COUDEVILLE SUR
MER (Manche) La Lande.

Née à AMIENS (Somme) le 06 Février 1970.

Mariée sous le régime de la communauté légale de biens réduite aux acquêts à
défaut de contrat préalable à son union célébrée à la mairie de ROUEN (Seine-Maritime)
le 13 Juillet 1993.

Ledit régime non modifié.

De nationalité française.

Ayant la qualité de 'Résident' au sens de la réglementation fiscale.

4°) Mademoiselle Mélanie Nicole Marie-Claude LEGRAIN , éducatrice,
demeurant à METZ TESSY (Haute-Savoie) 59 rue des Grands Champs Le Clos
Soudan, célibataire.

Née à AMIENS (Somme) le 12 Juillet 1972.

De nationalité française.

Ayant la qualité de 'Résident' au sens de la réglementation fiscale.

N'ayant pas signé de pacte civil de solidarité ainsi qu'il résulte d'un certificat
délivré par Monsieur le greffier en chef du Tribunal d'instance de .

5°) Madame Julie Catherine LEGRAIN , conseiller commercial,
épouse de Monsieur Stéphane Marie Paul CROS demeurant à SAINT GEORGES
SUR FONTAINE (Seine-Maritime) 59 rue du Bout d'Aval.

Née à ROUEN (Seine-Maritime) le 27 Février 1979.

Mariée sous le régime de la séparation de biens pure et simple aux termes de son
contrat de mariage reçu par Maître Dominique GARDEL Notaire à LE PERREUX SUR
MARNE (Val-de-Marne) le 05 Juillet 2005 préalable à son union célébrée à la Mairie de
BEAUBEC LA ROSIERE (Seine-Maritime) le 10 Septembre 2005.

Ledit régime non modifié.

De nationalité française.

Ayant la qualité de 'Résident' au sens de la réglementation fiscale.

PRESENCE - REPRESENTATION

Monsieur Christian LEGRAIN est ici présent.

Madame Catherine LEGRAIN est ici présente.

JC CG

CV TG
CV 1

Madame Caroline GADENNE est ici présente.

Mademoiselle Mélanie LEGRAIN est ici représentée par Monsieur Christian LEGRAIN sus nommé, en vertu d'une procuration sous seing privé en date à METZ TESSY du 25 Octobre 2006 ci-après annexée.

Madame Julie CROS est ici présente.

TITRE I - CARACTERISTIQUES DE LA SOCIETE

ARTICLE 1 - FORME

La société est de forme civile.

Elle est régie savoir :

- Par les articles 1832 à 1870-1 du Code civil ;
- Par le décret n° 78-704 du 3 juillet 1978.
- Et par les présents statuts.

ARTICLE 2 - OBJET SOCIAL

La société a pour objet l'acquisition, la gestion et, plus généralement, l'exploitation par bail, location ou autrement, de tous biens ou droits immobiliers à quelque endroit qu'ils se trouvent situés, et notamment l'acquisition en l'état futur d'achèvement de divers biens et droits immobiliers sis à NEVEZ (29920) Port Manec'h Résidence Le Ker Yann

- la prise de participation dans toutes sociétés immobilières,
- l'obtention de toutes ouvertures de crédit, prêts ou facilités de caisse, avec ou sans garanties hypothécaires destinés au financement des acquisitions ou au paiement des coûts d'aménagement, de réfection ou autres à faire dans les immeubles de la société.

Et généralement toutes opérations pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou susceptibles d'en favoriser le développement, pourvu qu'elles ne modifient pas le caractère civil de la société.

ARTICLE 3 - DENOMINATION SOCIALE

La Société est dénommée "3 C.M.J."

Cette dénomination devra être précédée ou suivie dans toutes pièces destinées aux tiers des mots 'Société Civile' et de la mention du capital social, ainsi que du numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé à BEAUBEC LA ROSIERE (76440) 3530 La Rosière

Le siège peut être transféré en tout autre endroit de la même commune par simple décision de la gérance, et en tout autre lieu en vertu d'une décision extraordinaire des associés.

JC CG

CV TG
CV

Par suite d'une assemblée générale extraordinaire en date du 1^{er} Janvier 2019 enregistré au service des impôts des entreprises de NEUFCHATEL EN BRAY, greffe du tribunal, 54 rue du faubourg de la barre, 76204 DIEPPE, le Janvier 2019, bordereau 2019/ case n° , il a été procédé par les associés au transfert du siège social.

En conséquence de la décision du transfert du siège social, l'article 4 des statuts est modifié ainsi qu'il suit :

ARTICLE 4 – SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé à : 6, rue Pasteur FORGES Les EAUX (76440)

Le siège peut être transféré en tout autre endroit de la même commune par simple décision de la gérance, et en tout autre lieu en vertu d'une décision extraordinaire des associés.



LISTE DES SIEGES SUCCESSIFS

S.C.I. 3C.M.J.

SIEGE SOCIAL : De la constitution de la Société (28 octobre 2006) à ce jour :

3530, La Rosière (76440) BEAUBEC La ROSIERE

Transfert du Siège Social le 1^{er} Janvier 2019

6, rue Pasteur (76440) FORGES Les EAUX



La société sera immatriculée au registre du commerce et des sociétés auprès du greffe du Tribunal de NEUFCHATEL EN BRAY

ARTICLE 5 - DUREE

La durée de la société est de quatre-vingt dix neuf (99) années à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation prévus ci-après.

ARTICLE 6 - EXERCICE SOCIAL

L'exercice social a une durée de 12 mois. Il débute le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année

Exceptionnellement le premier exercice social comprendra le temps écoulé depuis l'immatriculation au Registre du commerce et des sociétés jusqu'au 31 décembre 2007

En outre, s'il y a lieu, les actes accomplis pour son compte pendant la période de constitution et repris par la société seront rattachés à cet exercice.

TITRE II - APPORTS - CAPITAL SOCIAL

ARTICLE 7 - APPORT

Les associés effectuent les apports suivants à la société :

Apport par Monsieur Christian LEGRAIN

Apport en numéraire

Monsieur Christian LEGRAIN apporte à la société la somme de DEUX MILLE CINQ CENTS EUROS

Ci..... 2.500,00 €

Apport par Madame Catherine LEGRAIN

Apport en numéraire

Madame Catherine LEGRAIN apporte à la société la somme de DEUX MILLE CINQ CENTS EUROS

Ci..... 2.500,00 €

Apport par Madame Caroline GADENNE

Apport en numéraire

Madame Caroline GADENNE apporte à la société la somme de SOIXANTE MILLE EUROS

Ci..... 60.000,00 €

JC CG

CL TG
CL 1

Par suite d'une assemblée générale extraordinaire en date du 31 juillet 2007 enregistré au service des impôts des entreprises de NEUFCHATEL EN BRAY le 30 août 2007, bordereau 2007/414 case n° 02 il a été procédé par les associés à une augmentation de capital social d'un montant de 139.300 €

En conséquence les articles 7 et 8 des statuts ont été modifiés comme suit :

ARTICLE 7 - APPORT

Lors de sa constitution le 28 octobre 2006, il a été fait à la société les apports en numéraires ci-après :

Par Monsieur Christian LEGRAIN la somme de	2.500,00 €
Par Madame Catherine LEGRAIN la somme de	2.500,00 €
Par Madame Caroline GADENNE la somme de	60.000,00 €
Par Melle Mélanie LEGRAIN la somme de	60.000,00 €
Par Madame Julie CROS la somme de	<u>60.000,00 €</u>
Total des apports en numéraires	185.000,00 €

Aux termes d'une assemblée générale extraordinaire en date du 31 juillet 2007, il a été décidé d'augmenter le capital d'une somme de Cent Trente Neuf Mille Trois Cent Euros (139.300,00 €) et de le porter ainsi à la somme de Trois Cent Vingt Quatre Mille Trois Cent Euros (324.300,00 €)

Ces apports ont été effectués par :

Par Monsieur Christian LEGRAIN la somme de	27.500,00 €
Par Madame Catherine LEGRAIN la somme de	116.800,00 €
Par Madame Caroline GADENNE la somme de	60.000,00 €
Par Melle Mélanie LEGRAIN la somme de	60.000,00 €
Par Madame Julie CROS la somme de	<u>60.000,00 €</u>
Total des apports en numéraires	324.300,00 €

Récapitulation des apports

I – Lors de la constitution de la société, Cent Quatre Vingt Cinq Mille Euros, ci	185.000,00 €
II- Lors de l'augmentation de capital social, Cent Trente Neuf Mille Trois Cent Euros, ci	<u>139.300,00 €</u>
Total des apports : Trois Cent Vingt Quatre Mille Trois Cent Euros	324.300,00 €



~~Apport par Mademoiselle Mélanie LEGRAIN~~Apport en numéraire

Mademoiselle Mélanie LEGRAIN apporte à la société la somme de SOIXANTE MILLE EUROS

Ci..... 60.000,00 €

Apport par Madame Julie CROSApport en numéraire

Madame Julie CROS apporte à la société la somme de SOIXANTE MILLE EUROS

Ci..... 60.000,00 €

Récapitulatif des apports

Total des apports en numéraire,

Ci..... 185.000,00 €

Total des apports,

Ci..... 185.000,00 €

ARTICLE 8 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de CENT QUATRE VINGT CINQ MILLE EUROS (185.000,00 €)

Il est divisé en 1.850 parts de CENT EUROS (100,00 €) chacune, numérotées de 1 à 1.850

Les parts composant le capital initial sont souscrites de la manière suivante :

- Les 25 parts, numéros 1 à 25 par
Monsieur Christian LEGRAIN ci 25

- Les 25 parts, numéros 26 à 50 par
Madame Catherine LEGRAIN ci 25

- Les 600 parts, numéros 51 à 650 par
Madame Caroline GADENNE ci 600

- Les 600 parts, numéros 651 à 1.250 par
Mademoiselle Mélanie LEGRAIN ci 600

- Les 600 parts, numéros 1.251 à 1.850 par
Madame Julie CROS ci 600

Total égal au nombre de parts composant le capital initial : ci 1.850

Les parts sociales ne peuvent pas être représentées par des titres négociables.

JL CG

CL TG. 11

ARTICLE 8 - CAPITAL SOCIAL

I - Originellement le capital social a été fixé à la somme de Cent Quatre Vingt Cinq Mille Euros (185.000,00 €) montant des apports des associés lors de la constitution et divisé en 1.850 parts de cent euros chacune, toutes de numéraire, attribuées aux associés en proportion de leurs apports respectifs.

II - Aux termes d'une assemblée générale extraordinaire des associés tenue le 31 ~~2007~~ ^{juillet 2007} le capital social a été augmenté de Cent Trente Neuf Mille Trois Cent Euros (139.300,00 €) et porté ainsi à Trois Cent Vingt Quatre Mille Trois Cent Euros (324.300,00 €) entraînant la création de 1.393 parts sociales nouvelles portant les numéros 1.851 à 3.243.

III - Le capital social est actuellement divisé en 3.243 parts de cent euros chacune de montant nominal, toutes de numéraires, attribuées aux associés en proportion de leurs droits respectifs et désormais réparties entre :

Monsieur Christian LEGRAIN 275 parts, ci numérotées de 1 à 25 et 1.851 à 2.100 inclus représentant un capital de 27.500 €, ci 27.500 €	275	27.500 €
Madame Catherine LEGRAIN 1.168 parts, ci numérotées de 26 à 50 et 2.101 à 3.243 inclus représentant un capital de 116.800 €	1.168	116.800 €
Madame Caroline GADENNE 600 parts, ci numérotées de 51 à 650 inclus représentant un capital de 60.000 €	600	60.000 €
Mademoiselle Mélanie LEGRAIN 600 parts, ci numérotées de 651 à 1.250 inclus représentant un capital de 60.000 €	600	60.000 €
Madame Julie CROS 600 parts, ci numérotées de 1.251 à 1.850 inclus représentant un capital de 60.000 €	600	60.000 €
Soit un total de 3.243 parts Représentant le montant du capital social soit	3.243	324.300 €



Par suite d'une assemblée générale extraordinaire en date du 1^{er} juillet 2023, il a été procédé par les associés à la mise à jour de l' « ARTICLE 8 » des statuts relatif au capital social par suite du décès de Monsieur Christian LEGRAIN.

En conséquence, l'article 8 des statuts est modifié ainsi qu'il suit :

ARTICLE 8 – CAPITAL SOCIAL

I – Originellement le capital social a été fixé à la somme de CENT QUATRE-VINGT-CINQ MILLE EUROS (185 000,00 EUR), montant des apports des associés lors de la constitution et divisé en 1 850 parts de CENT EUROS (100,00 EUR) chacune, toutes de numéraire, attribuées aux associés en proportion de leurs apports respectifs.

II- Aux termes d'une assemblée générale extraordinaire des associés, tenue le 31 juillet 2007, le capital social a été augmenté de CENT TRENTE-NEUF MILLE TROIS CENTS EUROS (139 300,00 EUR) et porté ainsi à TROIS CENT VINGT-QUATRE MILLE TROIS CENTS EUROS (324 300,00 EUR) entraînant la création de 1 393 parts sociales nouvelles portant les numéros 1 851 à 3 243.

III – Le capital social est actuellement divisé en 3 243 parts de CENT EUROS (100,00 EUR) chacune de montant nominal, toutes de numéraires, attribuées aux associés en proportion de leurs droits respectifs et désormais réparties entre :

<i>Indivision de Monsieur Christian LEGRAIN 275 parts, ci</i>	<i>275</i>	
<i>Composée de Madame Catherine ROUZÉE pour la totalité en</i>		
<i>USUFRUIT et de Madame Caroline GADENNE, Madame Mélanie</i>		
<i>LEGRAIN et Madame Julie CROS, chacune pour UN TIERS en</i>		
<i>NUE PROPRIÉTÉ</i>		
<i>numérotées de 1 à 25 et 1 851 à 2 100 inclus représentant</i>		
<i>un capital de 27 500,00 €, ci</i>		<i>27 500,00 €</i>
 <i>Madame Catherine LEGRAIN 1 168 parts, ci</i>	 <i>1 168</i>	
<i>numérotées de 26 à 50 et 2 101 à 3 243 inclus représentant</i>		
<i>un capital de 116 800,00 €, ci</i>		<i>116 800,00 €</i>
 <i>Madame Caroline GADENNE 600 parts, ci</i>	 <i>600</i>	
<i>numérotées de 51 à 650 inclus représentant</i>		
<i>un capital de 60 000,00 €, ci</i>		<i>60 000,00 €</i>
 <i>Madame Mélanie LEGRAIN 600 parts, ci</i>	 <i>600</i>	
<i>numérotées de 651 à 1 250 inclus représentant</i>		
<i>un capital de 60 000,00 €, ci</i>		<i>60 000,00 €</i>
 <i>Madame Julie CROS 600 parts, ci</i>	 <i>600</i>	
<i>numérotées de 1 251 à 1 850 inclus représentant</i>		
<i>un capital de 60 000,00 €, ci</i>		<i>60 000,00 €</i>
 <i>Soit un total de 3 243 parts</i>	 <i>3 243</i>	
<i>Représentant le montant du capital social soit</i>		<i>324 300,00 €</i>

ARTICLE 9 - LIBERATION DES APPORTS

Sur les fonds correspondant aux apports en numéraire, il a été effectivement versé, ce jour, au crédit d'un compte ouvert au nom de la société en formation, ainsi que le reconnaissent les associés, en la comptabilité du Notaire soussigné, la somme de MILLE EUROS (1.000,00 €) savoir :

- 500 € par Monsieur Christian LEGRAIN
- et 500 € par Madame Catherine LEGRAIN née ROUZEE.

Le surplus, soit CENT QUATRE VINGT QUATRE MILLE EUROS (184.000,00 €) sera libéré sur appel de la gérance. Et à cet égard, chaque associé s'engage à verser les sommes appelées par la gérance, huit jours après la demande qui leur en sera faite sous forme de lettre recommandée avec avis de réception.

Conformément à la loi, le retrait de ces fonds ne pourra être effectué par la gérance ou son mandataire qu'après l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés, et sur présentation du certificat du Greffier attestant l'accomplissement de cette formalité.

L'exclusion d'un associé peut être décidée par l'assemblée générale extraordinaire si, passé un délai de huit jours les sommes appelées n'ont toujours pas été versées par lui.

L'associé exclu a droit au remboursement de ses parts sociales, le prix de rachat étant, à défaut d'accord entre les parties, fixé à dire d'expert.

L'associé exclu a également le droit de demander en justice l'annulation de la sanction prononcée contre lui.

Dépôts de fonds en compte courant

Chaque associé pourra verser dans la caisse sociale, en compte courant libre, au-delà de sa mise sociale, toutes sommes qui seront jugées utiles pour la gérance pour les besoins de la Société.

Les conditions d'intérêt de remboursement et de retrait de chacun de ces comptes seront déterminées par accord entre les associés et la gérance, sous réserve d'approbation par la plus prochaine Assemblée Générale Ordinaire.

ARTICLE 10 - AUGMENTATION DU CAPITAL

Le capital peut, en vertu d'une décision de l'assemblée générale extraordinaire, être augmenté, notamment par la création de parts nouvelles attribuées en représentation d'apports en numéraire ou en nature ; mais les attributaires, s'ils n'ont pas déjà la qualité d'associés, devront être agréés par la gérance.

Il peut aussi, en vertu d'une décision extraordinaire de ladite collectivité, être augmenté en une ou plusieurs fois par l'incorporation au capital de tout ou partie des réserves ou des bénéfices par voie d'élévation de la valeur nominale des parts existantes ou par voie de création de parts nouvelles attribuées gratuitement.

ARTICLE 11 - REDUCTION DE CAPITAL

Le capital peut aussi être réduit, en vertu d'une décision de l'assemblée générale extraordinaire.

JC CG

CV TG.
CC

1

TITRE III - DROITS DES ASSOCIES

ARTICLE 12 - DROITS ATTACHES AUX PARTS

Chaque part donne droit, dans la répartition des bénéfices et celle du boni de liquidation, à une fraction proportionnelle au nombre de parts existantes.

Elle donne également droit de participer aux assemblées générales des associés et d'y voter.

ARTICLE 13 - INDIVISIBILITE DES PARTS – DEMEMBREMENT DES PARTS

13.1 Indivisibilité des parts

Chaque part est indivisible à l'égard de la société. Les propriétaires indivis de parts sont tenus, pour l'exercice de leurs droits, de se faire représenter auprès de la société par l'un d'entre eux ou par un mandataire commun choisi parmi les autres associés ou en dehors d'eux. En cas de désaccord, le mandataire sera désigné en justice à la demande du plus diligent.

13.2 Démembrement des parts

Lorsque les parts sociales font l'objet d'un usufruit, le droit de vote appartient au nu-propriétaire, sauf pour les décisions concernant l'affectation des bénéfices où il est réservé à l'usufruitier, conformément à l'article 1844 alinéa 2 du Code civil.

ARTICLE 14 – MUTATIONS ENTRE VIFS – A TITRE GRATUIT OU A CAUSE DE MORT - NANTISSEMENT -REALISATION FORCEEE

14.1- Forme de la cession

Toute cession de parts sociales doit être constatée par acte authentique ou sous seings privés. Elle est rendue opposable à la société qu'après accomplissement des formalités prévues par l'article 1690 du Code civil. Toutefois, ces formalités pourront être remplacées par un transfert sur le registre des associés de la société, s'il en existe un.

Elle sera opposable aux tiers après les formalités de l'article 1690 du Code civil précité ou, le cas échéant, transfert sur le registre de la société, et, dépôt au greffe du tribunal de commerce de deux originaux ou de deux copies authentiques de l'acte.

14.2- Agrément

Les parts sont librement cessibles entre associés ; elles ne peuvent être cédées à des tiers étrangers à la société qu'avec le consentement des associés.

L'agrément est de la compétence de la collectivité des associés se prononçant par décision à la majorité prévue pour les assemblées générales extraordinaires.

A l'effet d'obtenir ce consentement le cédant doit en faire la notification à la société et à chacun des associés, par acte d'huissier de justice ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, en indiquant les nom, prénoms, domicile et profession

JL CG

CL TG. 1

du futur cessionnaire ainsi que le délai dans lequel la cession projetée doit être régularisée.

La décision d'agrément ou de refus d'agrément n'a pas à être motivée.
Elle est notifiée au cédant par lettre recommandée avec avis de réception.

En cas d'agrément, la cession doit être réalisée dans un délai de deux mois à compter de la notification. A défaut, le cédant est réputé avoir renoncé à la cession.

En cas de refus d'agrément du cessionnaire proposé, les associés disposent d'un délai de deux mois à compter de la dernière demande d'agrément, pour racheter ou faire racheter les parts du cédant :

- soit par un ou plusieurs associés,
- soit par un ou plusieurs tiers agréés,
- soit par la société en vue de l'annulation desdites parts.

Le nom du ou des acquéreurs proposés ou de l'offre d'achat par la société, ainsi que le prix offert sont notifiés au cédant.

En cas de désaccord sur le prix, un expert est désigné soit par les parties, soit, à défaut d'accord sur ce point, par le Président du tribunal statuant en la forme des référés.

Le cédant peut renoncer à la cession et conserver la totalité de ses parts à défaut d'agrément ou de proposition de rachat ne lui convenant pas.

Si aucune offre d'achat n'est faite au cédant dans le délai de deux mois à compter de la dernière notification aux associés et à la société, l'agrément à la cession est réputé acquis.

En cas de refus d'agrément, les associés pourront également, sans être tenus à l'obligation de rachat, dissoudre la société par une décision extraordinaire, sauf au cédant à rendre caduque cette décision en notifiant à la société par lettre recommandée avec avis de réception ou par acte extrajudiciaire dans le délai d'un mois à compter de ladite décision, qu'il renonce à la cession projetée.

14.3 - Nantissement des parts

Tout projet de nantissement de parts est soumis à agrément préalable dans les conditions prévues pour les cessions de parts. Le consentement donné au projet emporte agrément du cessionnaire en cas de réalisation forcée des parts sociales à la condition que cette réalisation soit notifiée un mois avant la vente aux associés et à la société. Chaque associé peut se substituer à l'acquéreur dans un délai de cinq jours à compter de la vente. Si plusieurs associés exercent cette faculté, ils sont, sauf convention contraire, réputés acquéreurs à proportion du nombre de parts qu'ils détenaient lors de la notification de la vente forcée. Si aucun associé n'exerce la faculté de substitution, la société peut racheter les parts en vue de leur annulation.

14.4 - Autres réalisations forcées

Tout autre cas de réalisation forcée devra être notifié sous les mêmes conditions de forme et de délai que celles énoncées sous le paragraphe précédent.

JC EG

CL TG.
CC

11

ARTICLE 15 - DECES, DECONFITURE, FAILLITE PERSONNELLE, LIQUIDATION OU REDRESSEMENT JUDICIAIRE D'UN ASSOCIE

15.1 - Décès d'un associé et sort de la société

Le décès d'un associé n'entraîne pas la dissolution de la société. Celle-ci continue exclusivement avec les associés survivants.

Les héritiers et légataires qui ne deviennent pas associés ont droit à la valeur des parts sociales déterminée au jour du décès selon les modalités prévues à l'article 1870-1 du Code civil, notamment en cas de refus d'agrément.

15.2 - Déconfiture, faillite, liquidation ou redressement judiciaire d'un associé

En cas de déconfiture, faillite personnelle, liquidation ou redressement judiciaires atteignant l'un des associés et à moins que les autres associés ne décident à l'unanimité de dissoudre la société, il est procédé au remboursement des droits sociaux de l'intéressé, lequel perdra alors la qualité d'associé. La valeur des droits sociaux à rembourser est déterminée dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code civil.

ARTICLE 16 - RETRAIT D'UN ASSOCIE

Sans préjudice des droits des tiers, un associé peut se retirer totalement ou partiellement de la société, après autorisation donnée par une décision unanime des autres associés.

La demande de retrait est notifiée à la société et à chacun des associés par lettre recommandée avec demande d'avis de réception postée au plus tard trois mois avant la clôture de chaque exercice.

Ce retrait peut également être autorisé pour justes motifs par une décision de justice.

A moins qu'il ne demande la reprise en nature du bien qu'il avait apporté à la société, ce qu'il ne peut faire dans les cas d'admission au redressement et à la liquidation judiciaires et de faillite personnelle, l'associé qui se retire a droit au remboursement de la valeur de ses parts fixée, à défaut d'accord amiable, conformément à l'article 1843-4 du Code civil.

Toutefois, en cas de démembrement de parts sociales, le retrait ne peut intervenir que sur demande adressée à la société concurremment par le nu-propriétaire et l'usufruitier.

TITRE IV - OBLIGATIONS DES ASSOCIES

Article 17 – Contribution au passif social

Les associés répondent indéfiniment des dettes sociales à proportion de leur part dans le capital social à la date de l'exigibilité ou au jour de la cessation des paiements.

Toutefois, les créanciers de la société ne peuvent poursuivre le paiement des dettes sociales contre les associés qu'après avoir préalablement et vainement poursuivi la personne morale.

JC EG

CL TG. 11
CL

TITRE V – ADMINISTRATION DE LA SOCIETE

ARTICLE 18 - GERANCE. NOMINATION – REVOCATION- DEMISSION DES GERANTS

18.1 – Gérance

La société est gérée et administrée par un ou plusieurs gérants choisis parmi les associés ou en dehors d'eux. Si le gérant ou l'un des gérants est une personne morale, l'acte de nomination doit alors préciser l'identité de ses représentants légaux.

S'ils sont plusieurs, les gérants peuvent agir séparément.

18.2 - Nomination

Le ou les gérants sont nommés et révoqués par décision collective des associés à la majorité requise pour les décisions ordinaires.

Le ou les gérants sont désignés dans un acte distinct, annexé aux statuts.

18.3 - Révocation

Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à des dommages et intérêts.

Les gérants sont également révocables par les tribunaux pour toute cause légitime à la demande de tout associé.

18.4 - Démission

Un gérant peut démissionner sans juste motif à la condition de notifier sa démission à chacun des associés ainsi qu'aux autres gérants le cas échéant, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception plus de six mois avant la clôture de l'exercice en cours, sa démission ne prenant effet qu'à l'issue de cette clôture. Le démissionnaire s'expose au versement de dommages-intérêts si la cessation de ses fonctions cause un préjudice à la société.

Si le gérant est unique, la démission n'est recevable en tout état de cause qu'accompagnée d'une convocation de l'assemblée ou d'une consultation écrite des associés en vue de la nomination d'un ou plusieurs nouveaux gérants.

ARTICLE 19 – POUVOIRS – OBLIGATIONS

19.1 - Pouvoirs

La gérance dispose des pouvoirs les plus étendus pour la gestion des biens et des affaires de la société, et pour faire et autoriser tous les actes et opérations relatifs à son objet.

En cas de pluralité de gérants, ceux-ci peuvent exercer, ensemble ou séparément, tous ces pouvoirs, sauf le droit qui appartient à chacun de s'opposer à une opération avant qu'elle ne soit conclue.

Toutefois, à l'égard de la Société, et sans que cette limitation puisse être opposée aux tiers, les gérants ne peuvent sans une autorisation, donnée par décision collective ordinaire des associés, accomplir l'un des actes suivants :

- contracter des emprunts, autres que bancaires,
- effectuer des achats, échanges et vente d'immeubles,

JC CG

CL TG. 1

- constituer des hypothèques ou des nantissements,
- participer à la fondation de société et effectuer tout apport à des sociétés constituées ou à constituer,
- prendre des intérêts dans d'autres sociétés,
- engager la société au-dessus d'une somme de VINGT MILLE EUROS Euros (20.000,00 €).

Toute infraction à la présente disposition pourra être considérée comme un juste motif de révocation.

Le gérant peut, sous sa responsabilité personnelle, déléguer ses pouvoirs pour un ou plusieurs actes déterminés, mais non pas pour l'ensemble de ses pouvoirs.

19.2 - Obligations

Les associés ont le droit d'obtenir, au moins une fois par an, communication des livres et des documents sociaux, et de poser par écrit des questions sur la gestion sociale auxquelles il devra être répondu par écrit dans le délai d'un mois.

Le ou les gérants doivent, au moins une fois dans l'année rendre compte de leur gestion aux associés. Cette reddition des comptes doit comporter un rapport écrit d'ensemble sur l'activité de la société au cours de l'année ou de l'exercice écoulé comportant l'indication des bénéfices réalisés ou prévisibles et des pertes encourues ou prévues.

ARTICLE 20 – REMUNERATION DES GERANTS

La gérance recevra à titre de rémunération de son travail et en compensation de la responsabilité attachée à la gestion, un traitement fixe ou proportionnel ou à la fois fixe et proportionnel dont le montant et les modalités de paiement seront déterminés par décision collective ordinaire ou extraordinaire des associés.

Cette rémunération figurera aux frais généraux.

D'autre part, et si telle est leur volonté, les associés peuvent aussi décider que la gérance ne recevra aucune rémunération.

ARTICLE 21 - RESPONSABILITE DES GERANTS

Chaque gérant est responsable individuellement envers la société et envers les tiers, soit des infractions aux lois et règlements, soit de la violation des statuts, soit des fautes commises dans sa gestion.

Si plusieurs gérants ont participé aux mêmes faits, leur responsabilité est solidaire à l'égard des tiers et des associés. Toutefois, à défaut d'accord entre eux, dans leurs rapports entre eux, le tribunal détermine la part contributive de chacun dans la réparation du dommage.

Si une personne morale exerce la gérance, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civiles et pénales que s'ils étaient gérants en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

ARTICLE 22 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

La société peut faire contrôler ses comptes par un commissaire aux comptes. Elle y est tenue lorsque les conditions et critères définis par la loi n° 84-148 du 1er mars 1984 et son décret d'application sont remplis. Dans ce cas, elle nomme au moins un

JC CG

CV TG. 1
CL

commissaire aux comptes titulaire et un suppléant, pour six exercices. Les commissaires sont choisis sur la liste visée à l'article 219 de la loi du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales.

L'assemblée des associés peut mettre fin à la mission des commissaires, quand les conditions et critères ci-dessus évoqués cessent d'être remplis pour deux exercices consécutifs.

TITRE VI - DECISIONS COLLECTIVES

ARTICLE 23 – PRINCIPES

Les décisions collectives ont notamment pour objet d'approuver les comptes sociaux, d'autoriser les gérants pour des opérations qui excèdent leurs pouvoirs, de nommer et révoquer les gérants et de modifier les statuts.

ARTICLE 24 – MODES DE CONSULTATION

Les décisions collectives des associés résultent au choix de la gérance soit d'une assemblée générale, soit d'une consultation écrite.

Elles peuvent également résulter du consentement de tous les associés exprimé par acte authentique ou sous seings privés.

Toutefois, la décision relative à l'approbation des comptes annuels sera toujours prise en assemblée.

ARTICLE 25 - ASSEMBLEES GENERALES

25.1 – Forme et délais de convocation

Les assemblées sont convoquées par la gérance.

Tout associé non gérant, peut demander à la gérance, à tout moment et par lettre recommandée, de convoquer une assemblée sur une question déterminée.

Les convocations indiquant avec précision l'ordre du jour et le lieu de l'assemblée, sont faites par lettre recommandée adressée quinze jours, au moins, avant la date de la réunion à chacun des associés.

La convocation peut être verbale et l'assemblée réunie sans délai si tous les associés sont présents ou représentés.

Lorsque l'ordre du jour porte sur la reddition des comptes de la gérance, le rapport d'ensemble, ainsi que le texte des résolutions proposées et tout autre document nécessaire à l'information des associés sont adressés sans frais, à chacun d'eux, 15 jours au moins avant la réunion.

Les mêmes documents sont, pendant ce délai, tenus à la disposition des associés au siège social, où ils peuvent en prendre connaissance ou copie.

JC CG

CV
CV TG. 11

25.2 – Assistance et représentation aux assemblée

Tous les associés, quel que soit le nombre de parts qu'ils possèdent, ont accès à l'assemblée.

Tout associé peut se faire représenter aux assemblées générales par un mandataire de son choix associé ou non.

Chaque membre de l'assemblée dispose d'autant de voix qu'il possède ou représente de parts.

25.3 – Tenue de l'assemblée

Les assemblées sont présidées par le gérant ou l'un d'eux, s'il est associé, sinon, par l'associé majoritaire en capital.

Un secrétaire de séance est désigné et il est tenu une feuille de présence qui est émarginée par les associés présents ou leurs mandataires. Les pouvoirs donnés par les associés représentés sont annexés à la feuille de présence.

L'ordre du jour des assemblées est arrêté par l'auteur de la convocation.

Il ne peut être mis en délibération que les questions inscrites à l'ordre du jour sauf si tous les associés sont présents et acceptants.

Néanmoins, elle peut, en toutes circonstances révoquer un ou plusieurs gérants et procéder à leur remplacement.

ARTICLE 26 - PROCES VERBAUX

Les délibérations de l'assemblée générale sont constatées par des procès-verbaux établis sur un registre spécial tenu au siège social, coté et paraphé ou sur des feuilles mobiles, numérotées sans discontinuité et paraphées.

Le procès-verbal de délibération de l'assemblée indique la date et le lieu de réunion, les nom, prénoms et qualité du président, le mode de convocation, l'ordre du jour, la composition du bureau, les noms et prénoms des associés qui y ont participé, le nombre de parts détenu par chacun d'eux, les documents et rapports soumis à l'assemblée, le texte des résolutions mises aux voix, un résumé des débats et le résultat des votes. Il est signé par les gérants et par le président de l'assemblée.

Après la dissolution de la société et pendant la liquidation, les copies et extraits sont valablement certifiés par un seul liquidateur.

ARTICLE 27 – ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

27.1 - Quorum et majorité

L'assemblée générale, réunie sur première convocation, est régulièrement constituée si la moitié au moins des associés possédant la moitié du capital social est présente ou représentée.

A défaut, l'assemblée est réunie sur deuxième convocation. Elle est alors régulièrement constituée quelque soit le nombre des associés présents ou représentés et la quotité du capital social leur appartenant.

Les décisions sont prises à la majorité des voix exprimées.

JC CG

CL TG. 1

27.2 Compétence – Attributions

L'assemblée générale ordinaire annuelle entend le rapport de la gérance sur les affaires sociales.

Elle discute, approuve, redresse ou rejette les comptes de l'exercice écoulé.

Elle statue sur l'affectation et la répartition des bénéfices.

ARTICLE 28 – ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

28.1 - Quorum et majorité

L'assemblée générale extraordinaire, réunie sur première convocation, est régulièrement constituée si les deux tiers au moins des associés, possédant les deux tiers du capital social sont présents ou représentés.

A défaut, l'assemblée est réunie sur deuxième convocation. Elle est alors régulièrement constituée si la moitié au moins des associés possédant la moitié du capital social est présente ou représentée. Les décisions sont prises à la majorité des deux tiers des voix exprimées.

28.2 - Compétence - attributions

L'assemblée générale extraordinaire peut apporter aux statuts, dans toutes leurs dispositions, les modifications quelles qu'elles soient, pourvu que ces modifications ne soient pas contraires à la loi.

L'assemblée générale extraordinaire peut notamment :

- Transférer le siège social à n'importe quel endroit du territoire métropolitain lorsque ce transfert excède les pouvoirs attribués à la gérance ;

- Transformer la société en société de toute autre forme, si ce n'est en société en nom collectif, transformation qui requiert l'accord de tous les associés, ou en société en commandite, transformation qui requiert, outre la décision de l'assemblée extraordinaire, l'accord de tous les associés devant prendre alors le statut d'associé commandité ;

- Prononcer, à toute époque, la dissolution anticipée de la société ou décider sa prorogation. A ce dernier égard, et conformément à l'article 1844-6 du Code civil, l'assemblée générale extraordinaire doit être réunie, un an au moins avant l'expiration de la société, pour statuer sur l'opportunité de sa prorogation.

ARTICLE 29 - CONSULTATION ECRITE

En cas de consultation écrite, le texte des résolutions proposées, ainsi que tous les documents nécessaires à l'information des associés sont adressés aux associés par lettre recommandée avec avis de réception.

Les associés disposent d'un délai de quinze jours à compter de la date de réception des documents pour émettre leur vote, adressé au siège social, sous pli recommandé. Le tampon de la poste fera foi pour la détermination du délai ci-dessus stipulé. Passé ce délai, le vote ne sera plus admis.

Si tous les associés sont gérants, les décisions collectives pourront être prises sans convocation d'assemblée ni consultation écrite, sous réserve que ces décisions soient

JC CG

CV TG. 11
CC

prises à l'unanimité. Elles devront être constatées par procès-verbal comme il est dit ci-dessus.

ARTICLE 30 - DECISIONS COLLECTIVES UNANIMES

Les associés peuvent toujours, d'un commun accord et à tout moment, prendre à l'unanimité toutes décisions collectives qui leur paraîtront nécessaires par acte notarié ou sous seings privés, sans être tenu d'observer les règles prévues pour la réunion des assemblées ordinaires ou extraordinaires.

Les décisions ainsi prises sont mentionnées à leur date dans le registre des délibérations ci-dessus prévu.

La mention dans le registre contient obligatoirement l'indication de la forme, de la nature, de l'objet et des signataires de l'acte. L'acte lui-même, s'il est sous seings privés ou sa copie authentique s'il est notarié, est conservé par la société de manière à permettre sa consultation en même temps que le registre des délibérations.

TITRE VII - RESULTATS SOCIAUX

ARTICLE 31 - COMPTES SOCIAUX

Il est tenu au siège social une comptabilité régulière.

A la clôture de chaque exercice, la gérance dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date ainsi que le compte de résultat et le bilan, et établit un rapport sur la situation de la société et son fonctionnement pendant l'exercice écoulé.

Ces divers documents sont soumis à l'approbation des associés dans le délai de six mois à compter de la clôture de l'exercice et au moins une fois par an.

ARTICLE 32 - AFFECTATION DES RESULTATS

Il est décidé de l'affectation des résultats à l'occasion de la consultation des associés sur les comptes annuels.

Les associés peuvent décider la distribution de tout ou partie du résultat de l'exercice, proportionnellement au nombre de parts appartenant à chacun d'eux. Ils peuvent aussi décider de le mettre en réserve ou de le reporter à nouveau, en tout ou partie.

TITRE VIII - DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 33 - DISSOLUTION

A l'expiration de la durée prévue dans les statuts, la Société est dissoute, sauf prorogation effectuée conformément aux dispositions de l'article 1844-6 du Code civil.

Jc cg

CL
CL TG. 1

33.1 - Prorogation

Un an au moins avant la date d'expiration de la Société, les associés doivent être consultés afin de décider si celle-ci doit être prorogée. A défaut, tout associé peut demander au président du Tribunal de grande instance, statuant sur requête, la désignation d'un mandataire de justice chargé de provoquer la consultation des associés. La prorogation donne lieu à une décision collective des associés prise dans les conditions de majorité requises pour la modification des statuts.

33.2 - Dissolution anticipée

Lorsque tous les droits sociaux sont réunis entre les mains d'un seul associé personne morale, cela entraîne la transmission universelle du patrimoine de la société à l'associé unique sans qu'il y ait lieu à liquidation. Si l'associé unique est une personne physique la dissolution sera suivie de la liquidation de la société conformément à l'article 1844-5 alinéa 4 du code civil.

33.3 - Absence de Gérant

Si la société est dépourvue de gérant depuis plus d'un an, tout intéressé peut demander au Tribunal la dissolution anticipée de celle-ci.

33.4 - Décisions des associés

Les associés peuvent décider à tout moment la dissolution anticipée de la société en assemblée dans les conditions de majorité requises pour la modification des statuts.

D'autre part, la Société peut être dissoute dans les autres cas prévus à l'article 1844-7 du Code civil.

ARTICLE 34 – LIQUIDATION

34.1 - Effet de la dissolution

La société est en liquidation dès sa dissolution, à moins que celle-ci n'intervienne en suite de fusion ou de scission.

La dissolution n'a d'effet à l'égard des tiers qu'après sa publication.

A compter de la dissolution, la dénomination doit être suivie de la mention 'Société en liquidation', puis du nom du ou des liquidateurs, et doit figurer sur tous les documents émanant de la société et destinés aux tiers.

La personnalité morale de société subsiste pour les besoins de la liquidation jusqu'à la clôture de celle-ci.

34.2 - Nomination du ou des liquidateurs

La dissolution de la société met fin aux fonctions de la gérance, et c'est aux liquidateurs, et à eux seuls, qu'il appartient d'assurer la gestion de la Société pendant toute la durée de la liquidation.

La collectivité des associés nomme un ou plusieurs liquidateurs, qui peuvent être un ancien gérant, ou toute autre personne associée ou tiers.

Le ou les liquidateurs sont révoqués par décision collective ordinaire des associés.

La nomination et la révocation d'un liquidateur ne sont opposables aux tiers qu'à compter de leur publication.

JC CG

CV TG.

1

La société et les tiers ne peuvent se soustraire aux engagements du ou des liquidateurs, ni se prévaloir d'une irrégularité dans la nomination ou dans la révocation de ceux-ci dès lors que celles-ci ont été régulièrement publiées.

34.3 - Rémunération du ou des liquidateurs

Le ou les liquidateurs ont droit à une rémunération dont le montant est fixé par les associés. A défaut, celle-ci sera fixée, à la demande du liquidateur ou des liquidateurs, par ordonnance du Président du tribunal de grande instance statuant sur requête.

34.4 - Information des associés

Le ou les liquidateurs doivent rendre compte aux associés de l'accomplissement de leur mission, dans les conditions déterminées par l'acte de nomination ou, à défaut, au moins une fois annuellement sous forme d'un rapport écrit décrivant les diligences qu'ils ont effectuées pendant l'année écoulée.

34.5 - Droits des associés

Pendant la liquidation de la société, les associés conservent toutes leurs prérogatives quant aux prises de décisions collectives.

34.6 - Clôture de la liquidation

Les associés doivent être consultés, en fin de liquidation, pour statuer sur le compte définitif de liquidation et le quitus à donner aux liquidateurs et à la décharge de leur mandat.

Ce compte de liquidation fait état de toutes les recettes encaissées depuis le début de la liquidation, ainsi que de toutes les dépenses effectuées au cours de cette même période.

Après approbation des comptes définitifs de la liquidation, les associés décident de la clôture de la liquidation (Décret n° 78-704 du 3 Juillet 1978 art.10, al. 2).

A défaut d'approbation des comptes de liquidation ou si la consultation des associés s'avère impossible, le ou les liquidateurs ou tout intéressé peuvent demander au Tribunal de grande instance de statuer sur ces comptes et, le cas échéant, sur la clôture de la liquidation (Décret n° 78-704 art.10, al. 2).

Les comptes définitifs, la décision des associés et, s'il y a lieu, la décision de justice prévue ci-dessus, sont déposés au greffe du Tribunal de commerce, en annexe au Registre du commerce et des sociétés.

La radiation au Registre du commerce et des sociétés ne peut être obtenue que sur justification de l'accomplissement des formalités ci-dessus ainsi que de la publication dans le journal d'annonces légales ayant reçu l'avis de nomination du ou des liquidateurs, de l'avis de clôture contenant les indications prescrites par l'article 29 du décret n° 78-704 du 3 Juillet 1978.

ARTICLE 35 – PARTAGE

35.1 - Partage

Après approbation des comptes définitifs de liquidation, il est procédé aux répartitions entre les ex-associés à proportion de leurs droits dans le capital social.

JC CG

CV TG. }

35.2 - Répartition du boni de liquidation

Le produit net de la liquidation, après extinction du passif et des charges de la société, est affecté au remboursement des droits des ex-associés dans le capital social. Sauf clause contraire des statuts, le solde ou boni est réparti entre les ex-associés dans la même proportion que leur participation aux bénéfices.

Il est fait application des règles concernant le partage des successions ainsi que, le cas échéant, des dispositions de l'article 1844-9 du Code civil y relatives aux attributions en nature.

Tout bien apporté qui se retrouve en nature dans la masse partagée, est attribué sur sa demande et à charge de soulte, s'il y a lieu, à l'ex-associé qui en avait fait l'apport. Cette faculté s'exerce avant tout autre droit à une attribution préférentielle.

35.3 - Partage des pertes

Sauf clause contraire des statuts, les ex-associés supportent les pertes proportionnellement au nombre de parts possédées par chacun d'eux dans le capital social.

Tous pouvoirs sont conférés, en tant que de besoin, aux liquidateurs pour opérer toutes répartitions.

ARTICLE 36 - ATTRIBUTION DE JURIDICTION

Toutes les contestations qui peuvent s'élever pendant le cours de la société ou de sa liquidation, soit entre les associés au sujet des affaires sociales, soit entre les associés et la société, sont soumises aux tribunaux compétents du lieu du siège social.

ARTICLE 37 - JOUISSANCE DE LA PERSONNALITE MORALE

La société disposera de la personnalité morale à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

ARTICLE 38 - PUBLICITE

La gérance est tenue de remplir dans les délais impartis, les formalités exigées par la loi et de requérir l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés. A cet effet, tous pouvoirs sont donnés au porteur d'une copie authentique ou d'un extrait des présentes pour faire le nécessaire.

ARTICLE 39 - ACTES PASSES POUR LE COMPTE DE LA SOCIETE EN FORMATION

Pouvoirs à un gérant

Dès à présent,

Monsieur Christian LEGRAIN sus nommé et/ou Madame Catherine LEGRAIN née ROUZEE sus nommée,

Appelés à exercer la gérance de la société, est autorisé à réaliser les actes et engagements rentrant dans le cadre de l'objet social et de ses pouvoirs et plus particulièrement :

JC CG

CL TG. 1

- l'acquisition en l'état futur d'achèvement des biens et droits immobiliers sis à Port Manec'h 29920 NEVEZ moyennant le prix principal de 163.810,00 € frais d'acte et de négociation en sus,

Après immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés, ces actes et engagements seront soumis à l'approbation des associés lors de la plus prochaine décision collective, l'approbation étant donnée à la majorité requise pour les décisions collectives ordinaires.

L'approbation emportera, de plein droit, reprise par la société de ces actes et engagements qui seront réputés avoir été souscrits dès l'origine par la société.

ARTICLE 40 - FRAIS

Les frais, droits et honoraires des présentes et de leurs suites seront supportés par la société.

ARTICLE 41 - ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, les parties font élection de domicile en l'Etude du notaire soussigné.

ARTICLE 42 - DECLARATIONS FISCALES

Les présents statuts sont exonérés de droit fixe d'enregistrement en application des articles 810-I et 810 bis du Code général des impôts.

DECLARATION DE REMPLOI ANTICIPE

Madame Caroline GADENNE née LEGRAIN déclare :

Qu'elle procédera à la libération de son apport en numéraire s'élevant à 60.000,00 € au moyen de deniers lui appartenant en propre dans un délai de *quatre (4)* ~~mois~~ et au plus tard dans les cinq ans de ce jour ;

Qu'elle fait cet apport en numéraire pour lui tenir lieu de remploi anticipé de ces deniers propres, afin que, si ces deniers sont versés dans ce délai de cinq ans, les parts sociales à elle attribuées en rémunération de son apport ci-avant lui demeurent propres par l'effet de la subrogation réelle, en application des articles 1406, alinéa 2, 1434 et 1435 du Code Civil.

Les deniers remployés par anticipation proviendront à l'acquéreur :

- d'un don manuel d'un montant de 30.000,00 € qui doit lui être consenti par Monsieur Christian LEGRAIN, sus nommé, son père,
- d'un don manuel d'un montant de 30.000,00 € qui doit lui être consenti par Madame Catherine LEGRAIN née ROUZEE, sus nommée, sa mère.

INTERVENTION DU CONJOINT

Aux présentes est à l'instant intervenu :

JC CG

CL
CL TG. 1

Monsieur Thierry Jean GADENNE, demeurant à COUDEVILLE SUR MER (Manche) La Lande, époux de Madame Caroline Christiane Simone LEGRAIN sus nommée,

Né à AUXERRE (89) le 29 Juin 1969

De nationalité française

Lequel connaissance prise des présentes par la lecture effectuée par le notaire soussigné et les explications sur la technique du remploi déclare :

1°) Vouloir reconnaître dès à présent le caractère propre des fonds au moyen desquels son conjoint procédera à la libération de son apport en numéraire,

2°) Prendre acte de la volonté de son conjoint de procéder au remploi de ses fonds,

3°) et en conséquence, s'interdire à l'avenir de contester de quelque manière que ce soit le caractère propre de ces fonds.

CERTIFICATION DE L'IDENTITE DES PARTIES

Le notaire soussigné certifie et atteste que l'identité complète des parties dénommées aux termes des présentes, telle qu'elle est indiquée à la suite de leurs noms et dénominations, lui a été régulièrement justifiée.

DONT ACTE sur 21 pages

FAIT en l'étude du notaire soussigné, les jour, mois et an susdits.

Et lecture faite, les parties ont certifié exactes, chacune en ce qui la concerne, les déclarations contenues au présent acte, puis le notaire soussigné a recueilli la signature des parties et a lui-même signé.

Cet acte comprenant :

- Lettre(s) nulle(s) : -

- Blanc(s) barré(s) : 1

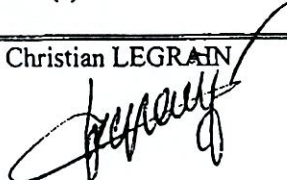
- Ligne(s) entière(s) rayée(s) nulle(s) : -

- Chiffre(s) nul(s) : -

- Mot(s) nul(s) : -

- Renvoi(s) : -

JC CG CL
CC TG
11

Mr Christian LEGRAIN 	Mme Catherine LEGRAIN 
---	--

JC CG

CL TG
CL

11

Mme Caroline GADENNE 	Mr Thierry GADENNE 
Melle Mélanie LEGRAIN représentée Par Mr Christian LEGRAIN 	Mme Julie CROS  JC
Notaire : 	

Enregistré à : SIE DE NEUFCHATEL EN BRAY (SEINE MARITIME)

Le 31/10/2006 Bordereau n°2006/530 Case n°1

Ext 807

Enregistrement : Exonéré

Pénalités :

Total liquidé : zéro euro

Montant reçu : zéro euro

L'Agent

Laure COLANGES
Agente des Impôts

